

Commission de Sécurité de l'Arrondissement de La Flèche

SDIS de la Sarthe
Sous direction des moyens opérationnels
Groupement Organisation et Coordination des Secours
Service prévention
Dossier étudié par : Ltn Vincent PERDEREAU /IB
Tél : 02.43.54.66.85 / 66.86 / 66.87
Courriel : serv.prev@sdis72.fr
Fax : 02.43.74.37.86

PROCÈS-VERBAL

OBJET : Contrôle des établissements recevant du public

La Commission de Sécurité de l'Arrondissement de La Flèche s'est réunie le **27/03/2024** en vue d'émettre, conformément aux dispositions des articles R.143-1 à R.143-47 du code de la construction et de l'habitation et du décret n°95-260 du 8 mars 1995, un avis sur l'exploitation de l'Établissement Recevant du Public ci-dessous :

Commune :	SABLE SUR SARTHE
Établissement :	E 264 00024 001 - EHPAD MARTINIERE BATIMENT A - LES AULNES Rue Pierre et Marie Curie
Catégorie :	4ème cat.
Type principal :	J

AVIS

A l'issue de cette visite, les membres de la commission émettent un **avis favorable** à la poursuite d'exploitation de cet établissement. Néanmoins, les prescriptions énoncées dans le rapport de visite joint devront être intégralement respectées.

Les travaux, soumis ou non à permis de construire, ne peuvent être exécutés qu'après autorisation du maire donné après avis de la commission de sécurité. Il en est de même pour toute création, tout aménagement ou toute modification de l'établissement.

Le contrôle exercé par l'administration ou par la commission de sécurité ne dégage pas les constructeurs, installateurs et exploitants des responsabilités qui leur incombent personnellement (articles R.143-22 et R.143-34 du Code de la Construction et de l'Habitation).

Le Président de la Commission,

M. POUGET, Sous Préfecture de La Flèche



Commission de Sécurité de l'Arrondissement de La Flèche

RAPPORT DE LA VISITE DU : 27/03/2024

Établissement : E 264 00024 001 - EHPAD MARTINIERE BATIMENT A - LES AULNES
Adresse : Rue Pierre et Marie Curie
72300 SABLE SUR SARTHE
Type et Catégorie : J - 4ème cat.
Objet de la visite : Visite périodique
Périodicité des visites : 36 mois
Date dernière visite périodique et avis : 23/03/2021 - avis favorable

COMPOSITION DE LA COMMISSION

Membres ayant voix délibérative :

Le président de la commission :
Le représentant du MAIRE :
Le représentant du DDSIS :

M. POUGET, Sous Préfecture de La Flèche
M. DUBOIS
M. le Ltn PERDEREAU

Assistaient également à la réunion de la commission (membres ayant voix consultative) :

- M. BAUDART, Responsable Sécurité
- Mme GABORIAU, directrice du secteur médico social PSSS

RÈGLEMENTATION

Cet établissement est soumis aux dispositions du règlement de sécurité du 25 juin 1980, annexé aux articles R.143-1 à R.143-47 du code de la construction et de l'habitation, traitant de la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, ainsi qu'au décret 95-260 du 8 mars 1995 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité. Le non respect de ces réglementations est passible des sanctions prévues aux articles L. 143-3, R. 184-4 et R. 184-5 du code de la construction et de l'habitation.

HISTORIQUE DE L'ÉTABLISSEMENT

N° de PC ou d'AT	Objet	Date d'étude par la SCDS	Date de réception des travaux ou devenir de la demande
PC.264.96.Z3082	Construction bâtiment.	05/12/1996	
AT.264.11.Z0009	Remplacement SSI catégorie A	26/05/2011	

Dérogation successive :

1 - SCDS du 10/05/12 postions prise : Favorable

Centralisation des commandes de réarmements

Le Pôle Santé Sarthé et Loir conscient de l'ancienneté des équipements d'alarme incendie sur le site de la Martinière et compte tenu des diagnostics réalisés a décidé de remplacer l'ensemble des matériels et câblages présents dans chacun des 3 bâtiments des EHPAD de SABLE S/SARTHE.

Introduction

Les DAS existants ne sont pas modifiés comme précisé dans la demande d'autorisation de travaux.

Cependant un réarmement motorisé des clapets coupe feu est prévu dans le cadre des travaux. A ce titre, il était initialement prévu un réarmement à partir d'une commande installée dans chaque zone de compartimentage.

Objet de la demande

Le Pôle Santé Sarthe et Loir souhaite modifier cette fonction et installer une commande centralisée de réarmement des clapets coupe feu au niveau de la centrale incendie de chaque bâtiment. Ce dispositif serait envisagé pour les bâtiments des Chênes et des Aulnes.

Justifications

Cette commande est uniquement actionnée dans le cadre de la remise à l'état de veille de l'installation c'est-à-dire après avoir effectué la levée de doute. Elle ne participe pas à une quelconque fonction de mise en sécurité pilotée par la centrale, aussi nous pouvons la considérer comme une fonction de confort, à destination des agents de maintenance chargés de la remise en état de veille.

D'autre part, en raison du nombre important de clapets coupe feu un gain de temps est espéré en lieu et place d'actionner la commande dans chaque zone de compartimentage. La remise à l'état de veille du système est donc plus rapide.

De plus, cette commande étant à proximité du SSI, le lien direct avec la remontée d'information du CMSI est immédiatement et facilement visible.

DESCRIPTIF DE L'ÉTABLISSEMENT

La visite a été réalisée sous la conduite de M. BAUDART, Responsable Sécurité.

Descriptif :

LES AULNES : bâtiment à R+3

- Au rez de chaussée (A1)
 - 1 zone d'hébergement de 26 lits
 - 1 espace salon
 - 1 salle à manger
 - des locaux communs (vestiaires, sous-station, salubrité, lingerie)

- Au 1^{er} étage (A2)
 - 1 zone d'hébergement de 24 lits
 - 1 espace salon
 - 1 salle à manger
 - des locaux communs (vestiaires, sous-station, salubrité, lingerie)
 - 1 zone administrative de bureaux (SSI dans le couloir)

- Au 2^{ème} étage (A3)
 - 1 zone d'hébergement de 24 lits
 - 1 espace salon
 - 1 salle à manger
 - des locaux de stockage

- Au 3^{ème} étage (A4) : niveau partiel
 - 1 salle d'activité pour les animations
 - 1 salle de réunion

VERIFICATIONS TECHNIQUES

Contrôle des vérifications techniques obligatoires (visite périodique) :

NATURE	VÉRIFICATEUR	DATE	OBSERVATIONS
Installations électriques	APAVE	03/11/2023	4 observations
Protection contre la foudre (paratonnerre)	APAVE	14/11/2023	levées 2 observations
Éclairage de sécurité (BAES/BAEH)	APAVE	03/11/2023	4 BAES remplacés
Maintenance	Régie PSSSL		
Source de remplacement	ENERIA	17/08/2023	
- groupe électrogène de sécurité (livret d'entretien)			
Installation de gaz (étanchéité du réseau)	APAVE	13/02/2023	
Installation de chauffage (gaz)	DALKIA	14/03/2024	
- ramonage des conduit de fumée	RAMONETOU	16/05/2023	
Clapets coupe feu	SPIE	16/11/2023	
Appareils de cuisson (livret d'entretien)	QUIETALIS	20/12/2023	
électricité			
Hottes - circuits d'extraction d'air vicié de buées et de graisses (cuisine)	TSF MAINE	05/12/2023	
Ascenseurs :			
- contrat annuel d'entretien	OTIS	19/07/2023	
- contrôle quinquennal par organisme agréé	APAVE	20/10/2020	Abs. de rapport
Système de sécurité incendie de catégorie (A) :			
- contrat annuel d'entretien	SPIE	16/11/2023	
- contrôle triennal par organisme agréé (1 ^{er} groupe)	APAVE	10/06/2022	3 obs. dont 2 levées
Système d'alarme type 1 (AGS)	SPIE	16/11/2023	
Installation de désenfumage (tirer lâcher, CO ₂)	SPIE et Régie PSSSL	21/03/2024	
cages d'escalier / circulation horizontale			
Extincteurs portatifs	REGIE PSSSL	16/10/2023	
Autres vérifications (poteaux incendie)	INCENDIE PROTECTION SECURITE	15/03/2024	

Contrôles (art. M574) :

Lors des visites périodiques effectuées par les commissions de sécurité, toutes dispositions doivent être prises par l'exploitant pour permettre le contrôle efficace des moyens de secours. A cet effet, la direction doit mettre en place le personnel et le matériel nécessaire aux essais de fonctionnement.

Autres vérifications :

Registre de sécurité tenu à jour : oui

Formation du personnel :

- manipulation des extincteurs : personnels soignants et administratifs en décembre 2023 96 personnes
- exercice d'évacuation : 21/03/2024
- système de sécurité incendie : 5 personnes

Surveillance de l'établissement (ERP de type J) : 8 personnes sur site avec DECT et surveillance au poste sécurité du PSSSL.

Contrat de maintenance SSI en 4 h : oui

Téléphone filaire (les téléphones sur box sont interdits) - Consignes : oui

Plan de l'établissement : oui

Défense extérieure contre l'incendie :

- Poteau d'incendie à moins de 200 m de l'établissement : oui et testé annuellement

Observations relevées lors de la visite :

Les membres de la commission de sécurité ont pris connaissance des vérifications techniques obligatoires et du registre de sécurité et ont constaté l'absence de vérifications du réseau d'étanchéité gaz pour l'année en cours.

Lors de la visite des locaux, il a été fait part des remarques suivantes :

- Présence de décoration dont la réaction au feu n'est pas connue dans les circulations.
- Présence de portillons avec sécurité "enfant" dans l'escalier à l'extrémité du bâtiment mais en place depuis le début de l'exploitation.

CLASSEMENT

Classement : selon l'article J2

- Bâtiment " Les Aulnes "

Calcul selon l'article J2 (Déclaration d'effectif du chef d'établissement).

Détail du calcul :

Public : 75 résidents et 25 visiteurs

Personnel : 20

Effectif total : 120 personnes

Etablissement Recevant du Public de 4^{ème} catégorie et de type J.

PRESCRIPTIONS

Prescriptions permanentes :

Vérifications techniques obligatoires (articles R123-43, GE8)

Faire vérifier, **au moins une fois par an**, par un technicien compétent :

- les installations électriques et l'éclairage de sécurité (art. EL19 et art. EC8)
- les installations de désenfumage (art. DF10)
- les installations de chauffage - y compris ramonage du conduit d'évacuation des fumées (art. CH57 et CH58)
- les réseaux et appareils fonctionnant au gaz (art. GZ30)
- les appareils de cuisson (art. GC22)
- les hottes de cuisine - y compris le conduit d'extraction (art. GC21)
- les ascenseurs (art. AS8 et AS9)
- les extincteurs (art. MS73)
- le système d'alarme incendie (art. MS73)
- le système de sécurité incendie de catégorie A (art. MS58)
- les clapets coupe-feu (art. CH58)

Faire vérifier, **une fois tous les trois ans**, par un organisme agréé :

- le système de sécurité incendie de catégorie A (art. MS73)

Faire vérifier, **une fois tous les 5 ans**, par un organisme agréé :

- les ascenseurs (art. AS9)

Tenir à jour le registre de sécurité en y inscrivant notamment les dates des vérifications techniques accompagnées du nom et de la signature du vérificateur (art. R143-44 du code de la construction et de l'habitation).

Ce registre contiendra notamment les consignes d'évacuation prenant en compte les différents types de handicap (art. GE3).

Prescriptions antérieures :

Cron	Ordre
Aucune prescription	

Nouvelles prescriptions :

	Libellé
1	Faire contrôler, par un technicien compétent l'installation de gaz (étanchéité du réseau) et reporter sur le registre de sécurité les résultats de ce contrôle. Transmettre le rapport de vérification au maire de la commune qui fera suivre au secrétariat de la commission de sécurité accompagné des justificatifs de levées des éventuelles observations y figurant, (art. GE7 & GE10)
2	Transmettre le rapport de vérification quinquennal des ascenseurs au maire de la commune qui fera suivre au secrétariat de la commission de sécurité. ce rapport sera accompagné des justificatifs de levées des éventuelles observations y figurant. (art. GE 10)
3	Transmettre au maire de la commune qui fera suivre au secrétariat de la commission de sécurité, les justificatifs de levées des observations figurant sur le rapport de vérification du paratonnerre. (art. GE 10)
4	Limiter les décorations flottantes dans les circulations ou donner aux revêtements muraux tendus, leurs éventuels intercalaires et éléments de décoration en relief fixés la qualité M2 ou C-s3; d0 (art.AM9).

Propositions et remarques éventuelles :

1. La commission rappelle l'obligation pour les propriétaires des établissements recevant du public d'installer un défibrillateur automatisé externe selon le calendrier suivant :

- le 1er janvier 2020 pour les ERP de catégories 1 à 3 ;
- le 1er janvier 2021 pour les ERP de catégorie 4 ;
- le 1er janvier 2022 pour les ERP de catégorie 5 suivants : les structures d'accueil pour personnes âgées, les structures d'accueil pour personnes handicapées, les établissements de soins, les gares, les établissements sportifs clos et couverts ainsi que les salles polyvalentes sportives.

(Décret n°2018-1186 du 19 décembre 2018 relatif aux défibrillateurs automatisés externes)

AVIS

A l'issue de cette visite, les membres de la commission émettent un **avis favorable** à la poursuite d'exploitation de cet établissement. Néanmoins, les prescriptions énoncées dans le rapport de visite joint devront être intégralement respectées.